

Déclaration Écrite de la Fraternité Notre Dame

**15ème Session du Comité des Experts
en Administration Publique**

**Quartier Général des Nations Unies, New York,
18-22 Avril, 2016**

La déclaration de la Fraternité Notre Dame fait partie du point principal de la 15ème Session du Comité des Experts en Administration Publique: Transformer les institutions publiques pour faciliter la formulation et l'intégration de lignes de conduite inclusives dans la mise en application et le suivi des buts de développement soutenable (numero 3).

La Fraternité Notre Dame fondée par Mgr Jean Marie Roger Kozik, œuvre catholique humanitaire au service des personnes les plus démunies dans le monde, vous remercie de lui donner l'occasion de communiquer quelques réflexions sur la bonne gouvernance des pays.

Une étude menée par Opinion Way révèle que 9 personnes sur 10 considèrent que les hommes et les femmes politiques ne se préoccupent pas d'eux ni du pays. Ce rejet est amplifié par leur impuissance vis à vis des grands sujets économiques comme la lutte contre le chômage, la montée des communautarismes. Les citoyens ne font plus confiance à leurs gouvernants.

Dans les temps anciens, l'homme ne doutait ni du roi de droit divin, ni des institutions. Sont venus les philosophes et la démocratie raisonnable est née du doute et de la raison. Dans de nombreux pays européens, c'est l'impuissance de l'état, la dégradation de l'autorité et la corruption en place. Car les dirigeants font place nette pour imposer leur conception d'un monde égalitaire : un monde sans passé, ni mémoire.

Pour eux le préalable indispensable a été de saper la structure familiale et détruire le sentiment national. C'est la politique de la table rase avec l'asservissement du citoyen, l'amenuisement des libertés publiques et un risque croissant de révolte. Pourquoi toujours détruire ce qui marche et consolider ce qui ne marche pas ? Des élites politiques sèment les graines du ressentiment et de la haine ; c'est le cas quand ils ne cessaient pas de dire aux enfants d'immigrés qu'ils étaient discriminés par les occidentaux. Pourquoi nier nos valeurs fondatrices ? Car ce sont les valeurs fondatrices apprises à l'école qui assignent un sens vertical à la vie.

Dans le domaine de l'enseignement scolaire en France par exemple, les manuels scolaires sont réduits à des dessins, des vidéos, des slogans, des coupures de presse, des témoignages, des situations concrètes, alors qu'auparavant un manuel d'instruction civique et morale par exemple donnait à comprendre à l'enfant la morale individuelle, la morale sociale, avec les valeurs du travail, de la gratitude, de l'autorité. On n'enseigne plus aucun repère aux élèves. En dénigrant les origines d'un pays, son passé, son histoire, les soi disant élites politiques et intellectuelles ont fabriqué des générations de jeunes qui se haïssent. Il faudrait commencer par cela : réapprendre la véritable histoire de France par exemple avec ses grands rois, ses grands ministres, ses médecins, ses entrepreneurs, ses musiciens, ses soldats universellement connus et souvent mieux respectés ailleurs, au lieu de diffuser des films et des émissions qui n'ont rien à voir avec la vérité historique.

En France par exemple, l'enseignement du grec et du latin veut devenir facultatif et l'enseignement de l'arabe obligatoire. Le latin et le grec sont pourtant les fondements de notre culture européenne. Un rapport de 2015 au sénat montre que plus de 10% de collèges ne peuvent plus enseigner l'histoire de France, de la shoah, l'histoire coloniale. Qu'on ne s'étonne plus si la population de 3,4 millions de juifs qui vivaient en Europe en 1945 est passé à 1 million 4 en 2015.

Beaucoup d'entre eux furent une vie devenue un défi au quotidien.

La France chrétienne est sommée de se taire pour mourir en silence, remballer ses crèches et dissimuler ses croix, abattre des clochers trop coûteux pour créer des ronds points inutiles ou des médiathèques.

Des pays dits démocratiques vivent sous le régime d'une police de la pensée, c'est à dire que l'expression n'y est libre que si elle entre dans le cadre du « médiatiquement » ou politiquement correct. En France, des mots ne doivent pas être prononcés sous peine pour la personne d'être mise en examen. Le Lynchage est une forme de barbarie et notre civilisation occidentale lutte contre les lapidations. Pourtant les lynchages médiatiques sont aussi redoutables et malsains. Le propos est repris, tronqué de la réflexion d'origine ; on convoque les psys, les leaders de rien, on exige des excuses et on impose la mise au ban de la société de la personne ciblée. Et surtout, tout débat est interdit. Si nos hommes politiques avaient le contact avec le pays dans ses profondeurs, ils verraient que les citoyens n'en peuvent plus de leur langage convenu.

La justice française suit la même logique de soumission : si un français entre dans une mosquée pour y taguer les murs, il se retrouve derrière les barreaux pour acte islamophobe, incitation à la haine religieuse, mais ce qui vaut pour l'islam ne s'applique pas à ceux qui profanent des églises, des cimetières chrétiens ou des édifices religieux.

Nos traditions s'essoufflent sous le coup des lâchetés de nos dirigeants. Les fêtes religieuses et nationales sont vidées de leur signification. C'est la fête partout et les traditions nulle part car les dirigeants s'acharnent à déconfessionnaliser les traditions. Les calendriers de l'Avent dans le monde chrétien sont devenus une mise en bouche à grand renfort de chocolateries cachées dans les cases, avant le réveillon de Noël. La Fête de Noël dans des pays européens a cessé d'être la Fête de l'Enfant Jésus pour devenir celle de l'enfant tout court, enfant actuel adoré. Les dirigeants contribuent largement à déchristianiser des pays chrétiens.

Nos paysans européens meurent à petit feu. La France par exemple a perdu plus de la moitié de ses exploitations agricoles en 25 ans. Il est probable qu'au rythme où vont les choses, la France sera dépendante de ses voisins en matière agricole alors que la nature, la géographie, le climat lui ont donné les meilleurs atouts. Nos paysans producteurs de lait perdent de l'argent sur chaque litre de lait vendu ce qui est une aberration et une preuve de grave dysfonctionnement de l'Europe.

De tels exemples illustrent tous les secteurs de la société.

Plus de 14% de français vivent sous le seuil de la pauvreté et le cynisme politique fait entrer plus de 1500 migrants par jour sans avoir de quoi les accueillir. C'est la loi du plus fort, du racket, des bagarres, des trafics et l'exploitation sordide de la misère humaine.

Les démocraties sont censées protéger les plus faibles et pourtant l'euthanasie devient une norme qui s'impose à tous. Toutes les personnes fragiles, dépendantes devraient être entourées et protégées par amour ou par respect de la dignité humaine. C'est pourquoi il est dangereux de laisser croire que certains ne sont plus dignes de vivre, ou que leur vie n'a plus de valeur.

On a l'impression que dans tous les domaines, des dirigeants façonnent de nouveaux rites barbares.

Le Pape François et le patriarche Cyrille 1er disaient dans une déclaration commune de Février 2016 : *"Nous sommes préoccupés par la limitation actuelle des droits des chrétiens, voire de leur discrimination, lorsque certaines forces politiques, guidées par l'idéologie d'un sécularisme si souvent agressif, s'efforcent de les pousser aux marges de la vie publique"*.

[Fin de la Déclaration de la Fraternité Notre Dame]

